

YAËL BRAUN-PIVET

Présidente de l'Assemblée nationale

« Les Français nous ont élus pour débattre, pas pour se battre ! »

Pour la première fois, c'est une femme qui préside l'hémicycle... Un hémicycle qui n'a jamais été aussi divisé, avec une majorité qui n'a jamais été aussi relative sous la Ve République. Ce qui a tout l'air de la stimuler !

Interview réalisée par Stéphanie Fontaine

Les débats houleux des premiers examens des projets de loi de cette législature ont montré que le climat apaisé que vous souhaitiez au moment de votre élection n'est pas gagné. Des débats apaisés, est-ce bien réalisable ?

Je ne partage pas votre constat. Quand l'hémicycle vit, c'est la démocratie qui vit ! Le propre de

l'hémicycle n'est pas d'abriter des personnes d'accord entre elles. Ce que j'observe depuis le Perchoir, c'est que les parlementaires sont au travail, dans l'hémicycle comme en commissions, que les consensus se construisent et que les textes sont votés – avec certaines mesures à l'unanimité, comme la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé (AAH) dans le projet de loi pouvoir d'achat par exemple. Tout ceci, dans l'intérêt des Français. C'est ma seule et unique préoccupation.

Une Assemblée sans majorité absolue n'est finalement pas pour vous déplaire, n'est-ce pas ?

Je ne souhaite pas d'une Assemblée nationale trop lisse, je l'ai déjà dit et je le pense ! Les Français ont souhaité élire Emmanuel Macron, ils ont aussi élu une Assemblée qui leur ressemble : elle est diverse et vivante. Dans un contexte de majorité relative, la concertation devient indispensable. C'est ce que les Français voulaient, j'en suis convaincue. Plus personne sur notre territoire peut dire que ses idées politiques ne sont pas représentées.

Dans l'espoir notamment de dégager des consensus, vous voudriez que le gouvernement accepte de coconstruire avec les députés, et d'une manière plus générale avec les parlementaires, les textes qu'il compte leur soumettre...

Oui. J'ai proposé une nouvelle méthode de travail à la Première ministre entre le gouvernement et le Parlement pour plus de dialogue et de concertation en amont des

textes, présenter des projets concis et valoriser les initiatives transpartisanes. Il est indispensable de laisser aux parlementaires le temps de travailler les textes pour aboutir à des consensus.

Avez-vous eu l'occasion d'en parler avec Gérard Larcher ?

Bien sûr ! J'ai échangé avec mon homologue du Sénat qui a également fait des propositions à l'exécutif sur la méthode. Mon objectif, c'est d'avancer au service des citoyens qui comptent sur nous.

Il semblerait en tout cas que vous ayez été entendue - les « Dialogues de Bercy » lancés par Gabriel Attal et qui invitent tous les parlementaires des commissions des Finances à travailler sur le Budget 2023, cela ressemble à cette idée, non ?

Exactement. La mission flash transpartisane sur les superprofits ou l'absence de session extraordinaire en sep-

tembre pour permettre aux députés de travailler en amont des textes en sont des illustrations concrètes.



La réforme des retraites est « une réforme nécessaire qui, quoi qu'il en soit, nécessite du dialogue et de la concertation avant tout débat parlementaire »

Sur ce texte qui doit notamment entériner la poursuite du bouclier tarifaire, croyez-vous vraiment qu'un terrain d'entente soit possible ?

Un consensus, ça se construit ! Je crois au dialogue, il a fait ses preuves cet été, il fera de nouveau ses preuves. Sur chaque projet, le compromis doit se rechercher.

Indemnisation des chômeurs, développement des énergies renouvelables, budget très renforcé pour Beauvau, amélioration de la justice du quotidien, immigration... À l'issue de son séminaire de rentrée fin août, le gouvernement a donné un bref aperçu des réformes à venir. Qu'en est-il de la réforme des retraites ?

Comme vous le savez, le calendrier du gouvernement appartient... au gouvernement. Sur les retraites, chacun de nous est concerné. Ce sujet fait débat dans la société, au repas de famille comme dans la vie politique. C'est une réforme nécessaire qui, quoi qu'il en soit, nécessite du dialogue et de la concertation avant tout débat parlementaire.

Avant de rejoindre Emmanuel Macron en 2017, vous n'avez pas caché que vous aviez toujours voté PS. Pensez-vous que des élus socialistes aujourd'hui regroupés au sein de la Nupes soient prêts à soutenir la majorité présidentielle ?

Je me suis engagée auprès d'Emmanuel Macron pour renouveler la vie politique, son appel à dépasser les clivages et à rassembler les bonnes énergies au service du pays a résonné en moi. En tant que Présidente de l'Assemblée, je veux que chaque groupe politique puisse exprimer dans l'hémicycle ses accords comme ses désaccords. Nous avons d'ores et déjà trouvé, cet été, des accords avec la gauche sur certaines mesures.

Du côté de LFI, par exemple, on s'attend à une opposition systématique de principe, et à entendre les commentaires, le gouvernement aurait de toute façon plus à gagner côté LR. Qu'en pensez-vous ?

A chacun de faire preuve de responsabilité. Les discussions et les consensus doivent se faire avec tous les groupes représentés à l'Assemblée. Je n'ai pas, à la place qui est la mienne, à faire le tri entre le vote des Français et, donc, entre leurs députés.

Les Républicains doivent se trouver un nouveau chef d'ici décembre, il en sera peut-être de même au PS qui doit lui aussi organiser son congrès d'ici la fin 2022 ou tout début 2023. Ces échéances ne risquent-elles pas d'anéantir tout espoir d'alliances dans un premier temps ?

Je fais confiance aux parlementaires pour exercer leur mandat en responsabilité sans s'astreindre à des postures, peu importe les échéances politiques à venir. Elles n'empêchent pas les discussions concrètes pour les Français.

Et si le gouvernement ne réussissait pas à passer ses réformes ?

Je ne vois pas l'ombre d'un blocage mais – au contraire – une Assemblée au travail ! J'observe que les textes sont votés et que les discussions se tiennent, c'est heureux d'avoir un hémicycle vivace et qui débat, c'est l'essence même de la politique.

Jean-Luc Mélenchon semble persuadé qu'il y aura une dissolution...

Les propos de Jean-Luc Mélenchon lui appartiennent. Je ne comprends pas que l'on promette une « bataille générale » aux Français qui ont voté, lors de la présidentielle et des législatives. C'est la moindre des choses, en démocratie, que de reconnaître et

de respecter ce vote. Les citoyens se sont exprimés dans les urnes et ont voulu une Assemblée dans laquelle aucun groupe n'a la majorité absolue, ils voulaient nous contraindre à la concertation et au consensus. J'en suis vraiment convaincue ! Les Français nous ont élus pour débattre, pas pour se battre !

Elisabeth Borne à Matignon, vous au perchoir du Palais Bourbon, la France n'avait jamais connu pareille situation. Est-ce que c'est quelque chose qui compte pour vous ?

Evidemment ! Cela compte beaucoup pour moi de devenir la première femme à présider cette Assemblée et, plus largement, je pense que ça compte pour toutes les femmes. C'est l'aboutissement d'un parcours, d'une expérience politique – après 5 ans à la tête de la commission des Lois. C'est une belle continuité. Le plus touchant reste de recevoir des mots de citoyens, souvent des papas qui me disent être touchés de pouvoir dire à leur fille : « Regarde, c'est possible ! ». Ce chemin pour l'égalité, nous l'avons construit dès 2017 en permettant à l'Assemblée nationale de se féminiser. Il se poursuit et je suis très heureuse d'y apporter ma pierre. J'ai conscience d'ouvrir une porte au Perchoir, de briser un plafond, tout en ayant

« Ce chemin pour l'égalité, nous l'avons construit dès 2017 en permettant à l'Assemblée nationale de se féminiser. »

la responsabilité de ne pas la voir se refermer derrière moi. Je suis une fervente partisane de la sororité !

Cependant, il y a encore des étapes à franchir, dans les grandes entreprises comme dans les grandes institutions (Conseil Constitutionnel, Cour des Comptes, Conseil d'Etat...)

Certains prédisent déjà que vous pourriez compter en 2027, dans la succession à Emmanuel Macron. Comment réagissez-vous à cette petite musique que l'on commence à entendre ?

Ce qui m'intéresse, c'est aujourd'hui, c'est ce que je peux faire pour améliorer concrètement la vie des Français. Je ne me lève pas le matin en pensant au poste d'après, je pense plutôt à comment renouer le lien de confiance entre les citoyens et ceux qui les représentent. Je suis convaincue que si nous sommes tous pleinement investis dans notre rôle de parlementaire, nous pourrions contribuer à rétablir cette confiance. Plus ils sentiraient que l'on est utile et sincère dans le mandat que l'on exerce à l'instant T et plus ils se rendront de nouveau aux urnes ! C'est cela, ma mission. ●

